

Zeitschrift:	Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung
Herausgeber:	Verlagsgenossenschaft Schweizer Soldat
Band:	8 (1932-1933)
Heft:	14
Artikel:	Les services derrière le front [Fortsetzung]
Autor:	Secrétan, Roger
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-709463

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

C'est que la Suisse est, pour le communisme, un poste idéal pour, de là, rayonner sur l'Europe: « L'existence de la mission des Soviets à Berne et l'énorme activité qu'elle y a déployée en matière de propagande, non seulement en Suisse, mais aussi dans les pays limitrophes, devenait un danger pour toutes les classes bourgeois de l'Europe occidentale. » (Berzine: *Isvetia* du 27 novembre 1918.)

« Faisons à la Confédération suisse toutes les promesses possibles, toutes les concessions désirables, mais ayons des gens à nous à Berne (ils en ont à Genève, actuellement, ce qui est équivalent). Une mission à Berne (ou à Genève) est pour nous une question vitale. De là nous rayonnerons sur l'Europe. (Radek: janvier 1918.)

Malheureusement pour eux, la légation soviétique fut expédiée hors de nos frontières avec tout le respect qui lui était dû. Cette première méthode était donc exclue: il en restait une autre: avoir, en Suisse, des agents du pays (?); les pousser, les aider financièrement. C'est ainsi que nous voilà dotés de gens ayant nom Humbert Droz; Jacques Dicker, avocat et conseiller national; Léon Nicoulaz, conseiller national, plus connu sous le nom de Nicole. Pour leur aider, l'U. R. S. S. a encore en ce moment une délégation à Genève, délégation non accréditée auprès de la Confédération, mais bien auprès de la S. d. N. On connaît les camarades Litvinof, Lounatcharsky et, surtout, notre cher Karl Sobelsohn, plus connu sous le pseudonyme de Radek; l'homme que Moscou nous avait désigné comme dictateur en 1918 et qui fut expulsé de chez nous. Inutile, je pense, d'insister sur le rôle de ces messieurs à Genève.

Les instructions que recevront ces agents concerneront surtout la propagande antimilitariste et antireligieuse.

« Assez parlé, il ne suffit plus de sympathiser avec nos frères russes, il faut agir. Maintenant la révolution doit commencer en Suisse, et avant tout dans l'armée. Que les soldats refusent en masse le service militaire. » (Daetwyler, 16 novembre 1918.)

« Au cas où la Suisse serait entraînée dans un conflit, les socialistes devront refuser catégoriquement tout service de défense nationale. Mais cela ne suffit pas. Les socialistes devront, dans ce cas, prendre les armes et ouvrir la lutte contre la bourgeoisie de leur propre pays. » (« *Volksrecht*. »)

« Les socialistes ne pourront admettre la défense de leur patrie que dans un seul cas: lorsque cette patrie sera devenue une patrie socialiste. » (Lénine.)

Et, continuant à nous rapporter à ce que nous avons vu en 1918, la *Freie Jugend*, du 19 avril 1918, indiquait comme obstacles à la propagation des théories bolchévistes: l'influence chrétienne (Marx: religion = opium du peuple), le patriotisme, l'école et l'élément paysan. Et Lénine rappelait que le christianisme est le principal ennemi de l'internationalisme. Aussi comprendra-t-on le pourquoi de la lutte que les bolchévistes mènent contre nos institutions tant religieuses que politiques et militaires.

A suivre.

Les services derrière le front

par le major d'E. M. G. Roger Secrétan

(Suite)

3. Malades et blessés.

Les problèmes sanitaires, par contre, obéissent à de tout autres principes. Il s'agit, en effet, ici exclusivement d'évacuations (si l'on fait abstraction du ravitaillement en matériel sanitaire, qui ne joue qu'un rôle minime dans l'ensemble). Or, on ne peut songer à évacuer des ma-

lades et des blessés selon les règles uniformes applicables au matériel. Les malades et les blessés sont des hommes, qui souffrent et qu'il s'agit de soulager le plus rapidement possible. D'autre part, une intervention immédiate est, dans beaucoup de cas, indispensable pour sauver la vie de l'homme ou éviter un long traitement. Mais il est matériellement impossible de donner près de la ligne de feu des soins complets à tous les patients en même temps. Des soins approfondis ne sont, d'ailleurs, pas urgents pour tous les blessés, la nature et la gravité des affections étant très variées. De là la nécessité d'un tri, basé sur des considérations médicales.

Aussi longtemps que la situation le permet (avant l'ouverture des hostilités, par exemple, ou en période calme), les malades sont évacués sur les hôpitaux civils, par chemin de fer ou par le retour du ravitaillement.

Mais, dès que l'action est engagée, le problème se complique. L'organisation ci-dessous n'est qu'un cadre, dont l'aménagement supporte de multiples variations, selon les conditions tactiques et topographiques.

A) 1^{er} ligne de secours.

1. Le personnel sanitaire des unités combattantes (aidé des fanfares) donne à tous les blessés les premiers soins, au moyen de la cartouche de pansement individuelle et de la sacoche sanitaire. Les médecins de Cp., de Bat. et de Groupe procèdent à un premier tri: a) les hommes peu gravement atteints et capables de marcher, sont acheminés sur les « places de rassemblement de blessés légers » (voir plus bas B. 1); b) les autres patients sont réunis en « nids de blessés » et mis à l'abri, autant que possible.

2. Plus en arrière travaillent les Compagnies sanitaires. Chaque division compte un groupe sanitaire de 5 Cp., dont une de Lw., et un groupe sanitaire de montagne, à 3 Cp., soit en moyenne une Cp. san. par régiment d'infanterie. Avec la coopération des sanitaires de l'unité et de la voiture sanitaire régimentaire, la section de brancardiers de la Cp. san. opère la relève des nids de blessés. Elle transporte les blessés à une « place de pansement », organisée par le reste de la Cp. Là, les médecins renouvellent les pansements et font un nouveau tri: a) les blessés légers sont envoyés à la place de rassemblement mentionnée plus haut; b) les gazés sont dirigés sur les postes pour gazés (voir B. 1), enfin c) les hommes dont l'état réclame une intervention d'urgence sont opérés à la Cp. san. même. Sanitaires des unités et Cp. san. forment la première ligne de secours, dont l'organisation est l'affaire des médecins de brigade et de régiment.

B) 2^{me} ligne de secours.

La seconde ligne est composée de formations de Lw., soit d'un élément stable, le Lazaret de campagne, et d'un élément mobile, le Groupe de transports sanitaires, tous deux dépendant du divisionnaire, qui en dispose ensuite de propositions du médecin de division.

1. Le Lazaret de camp. comprend 4 ambulances; ces ambulances sont réparties de façon à organiser: a) des places de rassemblement de blessés légers, b) des postes pour gazés, c) des postes chirurgicaux, d) des hôpitaux de campagne (si possible en utilisant les infirmeries et hôpitaux civils), enfin e) des dépôts de malades (pour les hommes qui pourront être récupérés en peu de jours).

2. Le Groupe de transports sanitaires se compose de huit colonnes sanitaires. Les colonnes sanitaires sont des unités automobiles, comprenant un capitaine médecin et un petit nombre de soldats sanitaires, lesquels encadrent des sanitaires de Landsturm, des détachements de la Croix-Rouge et des Samaritains. Les colonnes assurent

les transports depuis les places de pansement, les places de rassemblement de blessés légers et les postes pour gazés jusqu'aux hôpitaux de campagne ou, directement, jusqu'aux trains sanitaires (voir plus bas). Le lieu de destination des patients est déterminé par des considérations médicales, dont nous n'avons pas à parler ici.

La 1^{re} et la 2^{me} lignes de secours comprennent encore des organes spéciaux: les détachements chirurgicaux, les détachements d'hygiène et les détachements pour gazés. Les détachements chirurgicaux sont attribués à des hôpitaux de campagne ou même à des places de pansement; ils correspondent aux « autochir » françaises. Les détachements d'hygiène analysent les sources, font des examens bactériologiques ou chimiques et dirigent la lutte contre les épidémies. Les détachements pour gazés, enfin, donnent les soins aux gazés et font des recherches sur les gaz; ils comprennent, à cet effet, des équipes de chimistes dont la tâche est d'étudier les nouveaux gaz lancés par l'ennemi et de trouver les antidotes (non de fabriquer des gaz!).

C) 3^e ligne de secours.

La 3^e ligne est constituée par les Etablissements sanitaires d'armée de l'avant et de l'arrière, et tous les hôpitaux civils de l'intérieur. Le transport de la 2^{me} à la 3^e ligne est l'affaire des trains sanitaires, lesquels sont composés de voitures de chemins de fer transformées.

A suivre.

Petites nouvelles

Selon la « Revue militaire suisse » le colonel-divisionnaire Tissot, reprenant une idée émise par le colonel-commandant de corps Sarrasin, aurait adressé il y a quelques semaines au Département militaire fédéral, un rapport documenté demandant la suppression du pas cadencé. La Commission de la défense nationale — qui s'est récemment occupée de ce cas — a estimé qu'il n'était pas dans l'intérêt de notre armée d'abandonner ce vertueux mouvement de drill. Il ne reste qu'à s'incliner devant ce verdict, écrit la « Revue militaire suisse ».

Quant à nous, comme tant d'autres, nous estimons que si le pas cadencé ne peut être supprimé, il doit être instruit avec une méthode tendant à supprimer tout ce qu'il a de grotesque et de recherché. Plus un geste est simple, plus il est naturel.

* * *

Le Département militaire fédéral vient de prendre une décision relative à l'obligation, pour les militaires licenciés le jour d'entrée au cours de répétition, de se présenter à l'inspection. En effet, il semble que plusieurs autorités militaires avaient encore des doutes sur la question de savoir si un militaire astreint au cours de répétition, licencié le jour d'entrée au service pour raison de santé, ou pour d'autres motifs, doit se présenter à l'inspection d'armes et d'habillement dans les communes ou si l'inspection passée le cas échéant avec la troupe le jour d'entrée, peut tenir lieu d'inspection réglementaire.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser qu'un militaire qui a été licencié le jour d'entrée n'a pas fait du service et qu'il doit par conséquent payer la taxe d'exemption de l'année. En d'autres termes, l'homme doit, sous peine de punition en cas d'absence, se présenter à l'inspection d'armes et d'habillement.

A l'avenir, afin d'éviter tout malentendu, les médecins de troupe seront tenus d'informer les hommes dispensés du service pour raison de santé d'avoir à s'annoncer partant au commandant d'unité, sous peine de punition s'ils ne s'exécutent pas. Les médecins de troupe peuvent dispenser un homme du service, mais non le licencier, ce droit appartenant exclusivement au commandant d'unité, sur la base de l'inscription faite par le médecin dans le livret de service. En outre, les commandants d'unité informeront les hommes licenciés qu'ils sont tenus de passer l'inspection d'armes et d'habillement dans les communes, que toute absence est considérée comme une violation des devoirs de service et qu'elle sera punie en conséquence.

* * *

En principe, les cours de répétition manqués sont, dans la mesure du possible, remplacés par un cours de répétition de l'unité ou de l'état-major auquel le militaire appartient, exceptionnellement par un autre cours. D'après une décision du Département militaire fédéral, un cours de répétition peut, avec

l'assentiment du chef de service compétent du Département militaire, être accompli par anticipation, lorsque ce service peut avoir lieu dans l'unité où l'état-major auquel le militaire appartient (par exemple, l'année de l'école de recrues ou de l'école de sous-officiers précédée du cours de répétition) et que la demande y relative est fondée sur des motifs dûment justifiés, ainsi que dans des cas exceptionnels et urgents, notamment lorsqu'un militaire veut se rendre à l'étranger pour une ou plusieurs années et qu'il ne peut suivre, pendant ce temps, ni le cours de répétition, ni un autre cours.

Le service accompli par anticipation doit être indiqué comme tel et inscrit aussi en conséquence dans le livret de service.

* * *

En Italie, la firme Scotti construit, sur les indications du Ministère de la Guerre, des armes automatiques destinées à être employées dans l'armée italienne. Il s'agit d'un fusil à chargement automatique pesant 4 kg 500 et dont la longueur du canon est de 1 m 33. Vient ensuite une carabine automatique du poids de 3 kg 500; longueur du canon 0 m 682; recul très atténué.

Il est également question de plusieurs types de mitrailleuses légères, dont un est destiné à l'infanterie de marine; l'un de ces types peut être mis indifféremment sur un support de 2 kg, sur un trépied ou sur un affût qui permet un champ de tir vertical de 80 degrés. On note également une mitrailleuse de position munie de trois canons montés autour d'un axe central. Après une rafale de 30 à 50 cartouches, ce qui correspond au contenu d'un chargeur, un nouveau magasin, ainsi qu'un canon refroidi, entre en jeu automatiquement. Cet engin est établi dans les calibres de 6 mm 5 et de 7 mm 62, dont les poids totaux sont respectivement de 11 kg 6 et de 12 kg 66. Le trépied de ces engins est établi en métal élétron.

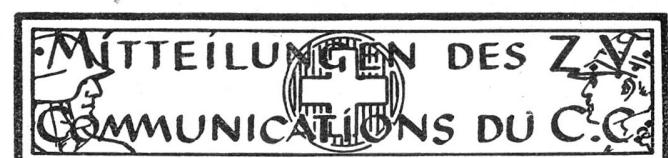
* * *

Etat du matériel de radiotélégraphie en usage dans l'armée anglaise:

a) Du régiment au bataillon: appareils à trois lampes, tension deux volts, puissance 25 watts, longueur d'onde 100 à 150 mètres, portée 10 kilomètres, alimentation par accumulateurs, hauteur de l'antenne 4 mètres, nombre d'appareils par régiment, 4;

b) De la division au régiment: émetteurs et récepteurs séparés montés sur camions à 6 roues. Portée en marche 50 kilomètres, portée en station 150 kilomètres, puissance de l'émetteur 50 watts. Le récepteur est à quatre lampes sous une tension de deux volts, la longueur d'onde de l'émetteur est de 650 à 1.620 mètres, le récepteur reçoit les ondes de 600 à 4.000 mètres, les appareils sont alimentés par accumulateurs et transformateurs. Chaque division est munie de 5 postes;

c) De la division aux unités supérieures: appareil d'une puissance de 120 watts et d'un modèle assez ancien. (M. W.)



Scheibenbilder für die Schweiz. Unteroffizierstage Genf.

Wir geben den Sektionsleitungen bekannt, daß die Scheibenbilder für den Gewehrwettkampf an den Unteroffizierstagen in Genf von der Firma A. Niederhäuser in Grenchen bezogen werden können. Die Preise sind aus einem Inserat der Firma in heutiger Nummer ersichtlich.

* * *

Couvertures des cibles pour les Journées suisses de Sous-Officiers à Genève.

Les comités des sections sont avisés que les couvertures des cibles pour le concours au fusil des Journées suisses de Sous-Officiers à Genève peuvent être commandées directement à la Maison A. Niederhäuser à Granges, Soleure.

Une annonce de cette Maison paraissant dans le numéro du Journal d'aujourd'hui donne la liste des prix de vente.

Secrétariat central.